



RELUFA

ARTISANAT MINIER, UN CHALLENGE POUR LE PROCESSUS DE KIMBERLEY:

CAS DU DEPARTEMENT DE LA KADEY-EST CAMEROUN



Ce travail est réalisé par L'Equipe du programme des Industries Extractives de RELUFA. RELUFA voudrait remercier la coopération technique allemande GIZ à Yaoundé pour l'appui financier qui a rendu possible la conduite de cette étude.

Auteurs: Willy Cedric Foumena and Jaff Napoleon Bamenjo

ARTISANAT MINIER, UN CHALLENGE POUR LE PROCESSUS DE KIMBERLEY:

CAS DU DEPARTEMENT DE LA KADEY-EST CAMEROUN

Ce travail est le produit de L'Equipe du programme des Industries Extractives de RELUFA. RELUFA voudrait remercier la coopération technique allemande GIZ à Yaoundé pour l'appui financier qui a rendu possible la conduite de cette étude.

Auteurs : Willy Cedric Foumena et Jaff Napoleon Bamenjo

Janvier 2013 RELUFA

Remerciements

La production de cette étude a été dirigée par Willy Cédric Foumena, responsable du programme des industries extractives de RELUFA avec l'assistance de Jaff Napoleon Bamenjo, coordinateur de RELUFA. La décision de conduire cette étude était en partie inspiré par la récente admission du Cameroun comme participant au système de certification du processus Kimberley qui cherche à éviter la commercialisation des diamants de guerre.

Nous aimerons remercier Alexander Kopp et le bureau de la GIZ de Yaoundé pour leur soutien financier.

L'équipe de l'étude a bénéficié des discussions étendues avec Mr. Jean Kisito Mvogo et Essomba Jean Marcel, tous deux membres du secrétariat permanent du processus de Kimberley au Cameroun. Brendan Schwartz et Mireille Fouda ont donné une main forte et ont fourni une documentation et des avis précieux sur la mine artisanale et sur le processus Kimberley.

Nous aimerions aussi reconnaître les efforts de Michel Bissou, Franck Hameni Bieleu et Austine Yimbu qui ont tous participé à la collecte des données sur le terrain dans le département de la Kadey, région de l'est du Cameroun. La contribution de nos partenaires de terrain notamment celle des organisations de la société civile locale de la région de l'Est est reconnue. Les personnes incluses sont Bernard Mbom, Salomon Tidike et Gaston Ombili.

Merci à Samuel Nguiffo pour son inspiration et encouragement et aussi à Freddy Mbianda, le cartographe du Centre pour l'Environnement et le Développement qui a produit les cartes utilisées dans cette étude. L'équipe est aussi reconnaissante envers le Programme Presbytérien contre la Faim (PHP) du PCUSA pour leur soutien constant dans la promotion de toutes les activités entreprises par RELUFA. Nous espérons que cette étude peut aider les décideurs politiques au Cameroun pour commencer à travailler vers l'amélioration des conditions économiques et sociales des artisans miniers au Cameroun.

Avant propos

Depuis 2001, le Cameroun a engagé une série de réformes du secteur minier ayant pour but d'attirer les investissements étrangers comme un moyen de maximiser les flux de revenus au gouvernement, qui contribueront au développement et à la réduction de la pauvreté. Mais en plus de la promotion des projets miniers industriels, la mine artisanale a été une activité importante pour des milliers de personnes dans la région de l'Est Cameroun depuis très longtemps. Cependant, elle n'a jamais résulté à une amélioration significative de la situation économique et sociale de ceux qui sont impliqués. Le début de l'activité minière artisanale de diamant et d'or au Cameroun peut être retracé sur neuf décennies, essentiellement concentrée dans certaines localités de la région de l'est du Cameroun. Les activités minières artisanales de diamant et d'or continuent dans ces régions dans la même lancée jusqu'aujourd'hui et l'avenue des exploitants miniers industriels les concurrençant pour certaines ressources serait un obstacle pour les artisans miniers.

Nous pouvons dire que l'artisanat minier en général a depuis longtemps constitué une source d'emploi pour beaucoup de personnes dans la région de l'Est du Cameroun. Le gouvernement attache une certaine importance à cette activité et a créé en 2003 un Cadre d'Appui à l'Artisanat Minier appelé CAPAM. Toutefois, comme la plupart des pays, des problèmes fondamentaux entravent les activités minières artisanales notamment la difficulté d'accès aux marchés formels et les conditions sociales et économiques pauvres sous lesquelles les artisans miniers travaillent. Ce qui soulève de sérieux problèmes au sujet des bénéfices qu'ils pourraient tirer de cette activité.

Une des contraintes majeures dont fait face les artisans miniers est la commercialisation de leurs minerais parce que leur activité est très largement informel. L'admission du Cameroun comme pays participant au système de certification du processus Kimberley – dont l'objectif est d'assurer que les diamants issus des zones de conflits n'entre pas dans le circuit officiel – peut constituer un cadre important pour les artisans miniers. Ceux-ci pourraient ainsi vendre leurs diamants par des canaux officiels et gagner un peu plus de revenus dans cette activité. Le Ministre camerounais

des mines, de l'industrie et du développement technologique a aussi exprimé le souhait d'inclure d'autres minerais comme l'or pour passer par des canaux de traçabilité tout comme les diamants.

Il n'y a pas de doute qu'avec des lois et politiques appropriées, l'artisanat minier peut améliorer les vies de ceux qui sont concernés par cette activité. RELUFA conduit donc cette étude qui a pour but d'examiner la situation des artisans miniers du département de la Kadey de la région de l'Est du Cameroun afin de générer une réflexion sur la manière de les assister, pour sortir du cycle inhérent de pauvreté systémique dans l'artisanat minier de diamant.

Cette étude identifie les problèmes de l'artisanat minier de diamant et d'or dans la région de l'Est du Cameroun et faire apparaître quelques uns des défis potentiels devant être rencontrés avec l'implémentation du processus de Kimberley au Cameroun.

Jaff Napoleon Bamenjo

Coordonnateur RELUFA

Liste des acronymes et abréviations

- BRGM:** Bureau de Recherches Géologiques et Minières
- CAPAM :** Cadre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier
- CED:** Centre pour l'Environnement et le Développement
- CEPEDIC :** Centre pour la Protection de l'Environnement et la Défense des Intérêts Communautaires
- MINMIDT :** Ministère des Mines de l'Industrie et du Développement Technologique
- RCA :** République Centrafricaine
- SNPPK :** Secrétariat National Permanent du Processus de Kimberley
- SOMEGAD:** Société Minière Gold and Diamond

Sommaire

Remerciement.....	II
Avant propos.....	V
Liste des acronymes et abréviations.....	VII
Introduction.....	11
a. Contexte.....	12
b. Intérêt et objectifs de l'étude.....	13
c. Méthodologie de collecte de données.....	14
I. La Kadey : un département spécialisé dans l'artisanat minier.....	15
a. Des communes visitées (riches en ressource mais sous développés) pauvres et parfois difficiles d'accès.....	16
b. Une activité artisanale classique.....	17
i. De nombreux sites visités de taille variable et d'accès restreint.....	17
ii. Une pratique artisanale classique avec des impacts relatifs sur l'environnement et la santé, la sécurité et l'hygiène des travailleurs.....	18
iii. Une relation de dépendance réciproque : artisans vs collecteurs.....	22
iv. L'activité diamantifère artisanale : une symbolique socioculturelle.....	26
v. Relations avec l'Etat.....	26
II. Origine et mobilité du diamant en circulation dans le département de la Kadey.....	27
a. Une présence mixte du diamant et de l'or dans les zones d'extraction artisanale.....	27
b. ... Bien qu'en partie en provenance de RCA particulièrement dans les zones frontalières visitées.....	29
c. Les marchés du diamant de Toktoyo, Boubara et Gbiti.....	30
d. Un point d'ombre : l'exportation du diamant du territoire camerounais ou de l'existence de « trafiquants ».....	31
e. Quels effets potentiels du conflit actuel en RCA au Cameroun ?.....	32
III. Conclusions et perspectives.....	35
a. Du caractère informel de l'activité minière artisanale.....	35
b. Une chaîne de mobilité du diamant encore opaque.....	36
c. De l'intérêt de rapprocher les bureaux d'achat des artisans vs légaliser l'activité de collecteurs : quid des intermédiaires ?.....	37
ANNEXES.....	39

Introduction

a. Contexte

Le département de la Kadey, appartenant à la région de l'Est du Cameroun, regorge de ressources minières identifiées depuis la période coloniale. Ainsi, les premières exploitations artisanales datent de cette période, dans les années 1930.

Le code minier camerounais de 2001¹ définit dans son article 2 comme « exploitation artisanale : toute exploitation dont les activités consistent à extraire et à concentrer des substances minérales en utilisant des méthodes et procédés manuels et peu mécanisés ». Pour le BRGM, il existe deux formes de mines artisanales : la mine artisanale proprement dite, ainsi que des partenariats entreprises- artisans que l'on peut qualifier de « petite mine² » « ³La petite mine stricto sensu, présente un profil de type entreprise. Reconnue administrativement, elle possède un minimum d'installations fixes et d'engins mécanisés et exploite de façon planifiée à l'aide de procédés semi-industriels un gisement de taille modeste préalablement reconnu. D'après les Nations Unies (UNCTAD), une petite mine produit moins de 50 000 t/an avec un investissement inférieur à 1 million d'euros, un chiffre d'affaires annuel inférieur à 1,5 million d'euros, emploie moins de 40 employés et a une durée de vie inférieure à 5 ans ».

Dans ce rapport, nous nous concentrons sur la mine artisanale proprement dite : « ⁴La mine artisanale concerne des opérations menées par des individus ou des petits groupes dans une démarche qui s'apparente à une cueillette opportuniste. Largement informelle, elle exploite sans planification, avec des méthodes et des outils souvent ancestraux et rudimentaires, ...».

Notre rapport porte précisément sur l'artisanat minier dans le département de la Kadey dans la région de l'Est du Cameroun. Dans la zone de notre étude, les minerais essentiellement concernés sont le diamant et l'or. Il existe une seule autorisation

d'exploitation industrielle de diamant (entreprise C&K mining à Mobilong) laquelle est en début de production⁵. Ceci impose donc une attention accrue concernant l'exploitation artisanale de diamants conformément à la Déclaration de Moscou du Processus de Kimberley de 2005. La Déclaration de Moscou de 2005 effectue plusieurs recommandations à destination des pays membres dont :

- Assurer la traçabilité de la production de la mine à l'exportation par l'introduction de registres de production au niveau des artisans ainsi que de registres de vente au niveau local ;
- Réglementer l'exploitation minière artisanale du diamant en introduisant notamment « un système de cadastre afin de maintenir des renseignements exacts et à jour sur les zones de production et les licences minières accordées » ;
- Lutter contre le commerce de diamant transfrontalier illicite en harmonisant au niveau régional les taux d'imposition ;
- Encourager les mineurs artisanaux à se déplacer dans l'économie formelle.

Ces recommandations peuvent être considérées comme le schéma à réaliser pour la mise en place du Processus de Kimberley dans le domaine des mines artisanales au Cameroun.

Cette étude s'inscrit ainsi à la suite de la littérature sur l'artisanat minier en Afrique et au Cameroun. On estime⁶ de 7 à 10 millions le nombre d'africains dépendants du secteur artisanal minier diamantifère pour leurs moyens d'existence. Ce nombre se porte entre 13 à 20 millions de personnes vivant dans 50 pays sous-développés à l'échelle de la planète. D'après une étude du BRGM en 2007 et 2008 dans les régions de Kette et Yokadouma, « le nombre de diamineurs actifs impliqués en totalité dans l'exploitation alluvionnaire pour le diamant seul ou pour l'or et le diamant était estimé à environ 500 diamineurs. Cette activité était assurée pour plus de 60% dans la zone de Kette. La capacité de production à l'époque évoluait dans une fourchette de 3000 à 4500 carats par an⁷ » selon l'audit de l'artisanat minier effectué par le BRGM en 2011.

Cet audit décrit le cadre institutionnel et légal ayant trait à l'exploitation minière artisanale au Cameroun et analyse trois filières principales que sont l'or, le diamant et le saphir. Au sujet du diamant, il établit d'abord que la production dia

¹Loi N°86/PJ/AN modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°001 du 16 avril 2001 portant code minier, article 2.

²Définition de la « petite mine » dans le cadre législatif au sein de la Loi N°86/PJ/AN modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°001 du 16 avril 2001 portant code minier.

³Eric Jacques, Jean-François Orru, Rémi Pelon, « Développement durable : quelle place pour la mine artisanale ? », <http://www.brgm.fr/dcenewsFile?ID=251>

⁴Eric Jacques, Jean-François Orru, Rémi Pelon, « Développement durable : quelle place pour la mine artisanale ? », <http://www.brgm.fr/dcenewsFile?ID=251> Ibid.

⁵Première exportation dans le cadre du Processus de Kimberley en date du 15 janvier 2013

⁶Steven Van Bockstael, Koen Vlasenroot, « From conflict to development diamonds: the Kimberley Process, and Africa's artisanal diamond mines », *Studia Diplomatica* Vol. LXII, 2009, N°2.

⁷BRGM, *Audit de l'artisanat minier du Cameroun*, avril 2011

mantifère est limitée à une zone de 28 000 km² « qui longe la frontière de la RCA dans la province de l'Est⁸ ». Le département de la Kadey s'inscrit pleinement dans ce corridor.

Sur le plan institutionnel, la mine artisanale est encadrée au Cameroun par le Cadre d'appui et de Promotion de l'Artisanat Minier (CAPAM). En quelque sorte, le CAPAM s'occupe de l'encadrement de l'artisanat minier (notamment aide à l'obtention d'autorisation d'exploitation artisanale, création de groupe d'initiative commune des artisans miniers etc.), tandis que le service d'exploitation minière artisanale au MINMIDT se charge entre autres de la rédaction des actes administratifs (autorisations d'exploitation artisanale par exemple), le suivi des activités, la surveillance administrative et le contrôle technique.

b. Intérêt et objectifs de l'étude

Ce rapport présente l'intérêt d'approfondir une question qui ne l'a pas encore été dans l'environnement Camerounais⁹. En effet, le Cameroun vient de s'inscrire dans une dynamique internationale visant la traçabilité et la transparence dans la chaîne d'exportation de diamants bruts, grâce à sa récente admission comme pays participant au Schéma de Certification du Processus de Kimberley.

Nous souhaitons simplement apporter des éclaircissements sur la pratique de l'activité artisanale minière dans le département de la Kadey en répondant aux objectifs suivants :

- Faire une première cartographie des sites d'exploitation artisanale du diamant et de l'or dans la Kadey ;
- Effectuer un bref état des lieux des conditions de vie et de travail des diamineurs et orpailleurs de la Kadey ;
- Identifier les challenges liés à l'exploitation artisanale minière conformément au cadre du Schéma de Certification du Processus de Kimberley dans la Kadey.

⁸BRGM, *Audit de l'artisanat minier du Cameroun*, avril 2011

⁹Il est vrai en partie seulement, le travail fondateur de Paul Ntep Gweth, *Ressources minérales du Cameroun*, juillet 2001 étant encore en partie d'actualité. Il détaille notamment les occurrences de diamant dans le département de la Kadey.

c. Méthodologie de collecte de données

Pour ce faire, nous avons procédé successivement à :

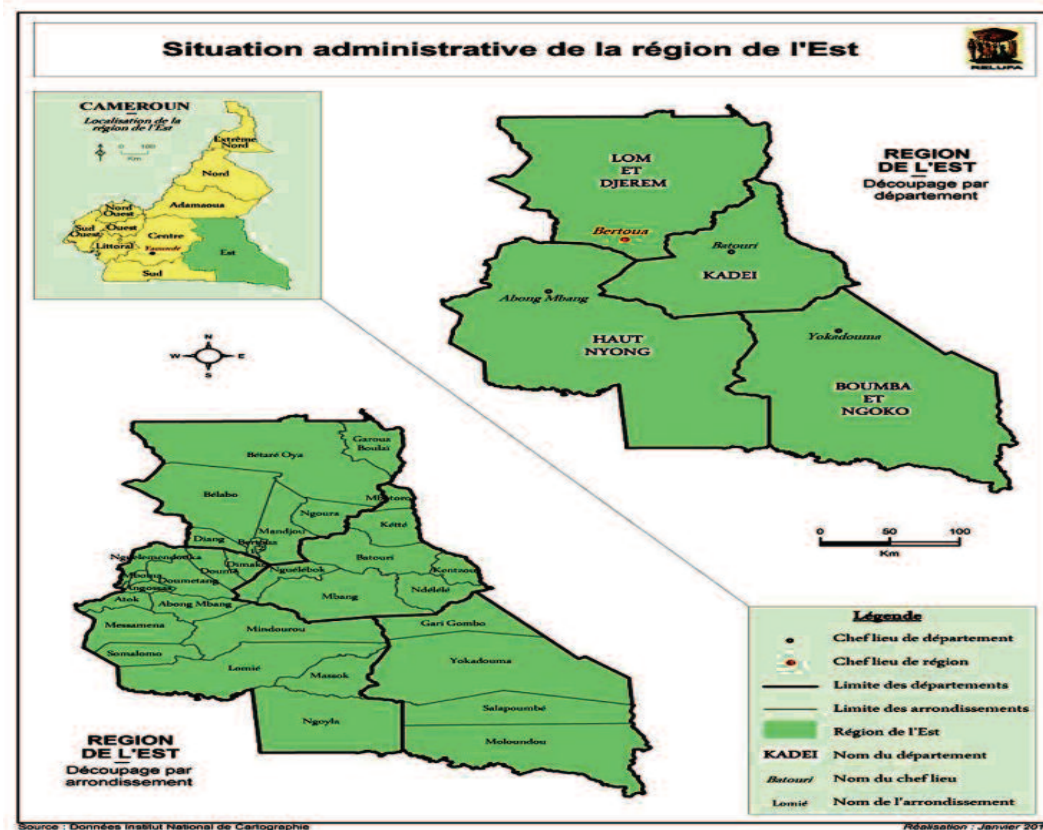
- une revue de littérature sur la question,
- Suivie d'une enquête préliminaire d'une semaine réalisée par des OSC locales,
- accompagnée d'une descente sur le terrain de 03 semaines durant laquelle nous avons procédé à des visites de chantier
- ainsi qu'à la réalisation d'interviews de personnes-ressource (élus locaux, chefs de village, responsables de centre de santé...) ainsi que de 120 artisans¹⁰ (100 hommes et 20 femmes représentant à peu près 40% des artisans rencontrés) ;
- nous avons également procédé au relevé des données GPS traitées ensuite avec le logiciel ARCGIS.

Ces 03 semaines ont été particulièrement enrichissantes par l'observation qu'il nous a été donné de faire du milieu en question.

¹⁰Guide de collecte de données en annexe. Ce guide a été indicatif, nous avons recueilli de nombreuses données d'une part par focus group et d'autre part avec des échanges semi-directifs notamment avec les leaders d'opinion.

I. La Kadey : un département spécialisé dans l'artisanat minier

La Kadey est un département situé dans la région de l'Est du Cameroun doté d'une superficie de 15 884 km². Le département est découpé en 7 communes : Batouri, Kentzou, Kette, Mbang, Ndelele, Nguelebok, Ouli. Sur les sept communes, nous en avons couvert 3 (Kenzou, Kette, Ouli) avec des séjours fréquents à Batouri. Le département de la Kadey tire son nom du fleuve qui le traverse. Le premier paragraphe détaillera le milieu physique et humain des communes visitées. Ensuite nous nous appesantirons sur la réalité de l'activité artisanale diamantifère au sein desdites communes.



a. Des communes visitées (riches en ressource mais sous développés) pauvres et parfois difficiles d'accès

Les trois communes visitées présentent des aspects communs ainsi que des points de divergence. La commune de Ouli se distingue par son accès difficile par voiture (en provenance de Kette). Le chemin d'accès est certes carrossable mais en mauvais état au moment où nous l'avons emprunté. Les deux autres communes, Kentzou et Kette, bénéficient de chemins d'accès beaucoup plus praticables.

La commune de Kentzou¹¹ est traversée par des camions transportant du bois en provenance de la République du Congo et de la RCA. Le centre urbain de Kentzou tout comme celui de Ouli (Toktoyo) constituent des zones d'échange, de marché entre les communautés vivant de part et d'autre de la frontière avec la RCA comme nous le verrons plus loin.

La commune de Ouli¹² s'étale sur une superficie de 2548 km² pour une population d'environ 17 415 âmes. On y retrouve principalement deux clans ethniques à savoir les GBAYA DOKA ainsi que les BORORO. Le christianisme et l'Islam s'y côtoient allègrement. Les principales activités économiques de la commune sont constituées de l'agriculture (plus des 2/3 des habitants), de l'élevage, du commerce et de l'artisanat minier. L'on constate surtout comme ailleurs un cumul des activités économiques en fonction des saisons et de l'épargne de l'habitant. Ainsi, les GBAYA pratiquent très souvent l'agriculture en saison pluvieuse accompagnée de l'artisanat minier en saison sèche. Les commerçants et autres éleveurs quant à eux contribuent à la mobilité des substances minérales en plus de leur occupation principale. Dit simplement, ils se chargent d'acheter et de revendre les minerais extraits dans la commune voire ceux en provenance de la RCA.

La commune de Kette comme toutes les autres se caractérisent également par un fort taux de pauvreté particulièrement manifeste par la difficulté à avoir accès à certaines denrées alimentaires (du lait par exemple à Toktoyo-Ouli) auprès des petits commerces ou échoppes d'alimentation. Egalement, nous avons eu des difficultés à nous loger correctement à certains endroits notamment dans la commune de Ouli ou à Boubara-Kette. Surtout, toutes ces communes ne bénéficient pas d'une alimen-

¹¹ 25 640 habitants sur 900 km² d'après le Plan communal de Développement de Kentzou, Terre et Développement, juillet 2012.

¹² Cf. Plan de développement communal de la commune de Ouli réalisé par CEPEDIC, 2011

¹³ 2500 km² pour une population de 48 000 habitants environ ; source : maire de Kette.

tation en électricité. L'énergie électrique est donc produite au moyen de groupes électrogènes lesquels, en plus d'être bruyants, sont également polluants. Il existe bel et bien une activité artisanale dans ces arrondissements que nous détaillons par la suite.

b. Une activité artisanale classique

i. De nombreux sites visités de taille variable et d'accès restreint

Nous avons visité de nombreux sites miniers artisanaux comme le récapitule le tableau de notre parcours:

L'on constate que la quasi-totalité des sites artisanaux sont accessibles à moto et à

Date	Arrondissement	Village	Site visité		Accès
			Actif	Inactif	
22/24 novembre 2012	Bertoua+Batouri=planification et discussion Dél. Minepedd				
25/27 novembre 2012	Kentzou	Lolo1	aucun		voiture
		Sandji2	aucun		voiture
		Kentzou	aucun		voiture
		Mboumbe sato	Loma Wolo'o		Moto+marche à pied
		Mboumbe Bakari	Belidongue		moto
02 au 04 décembre 2012	Ouli	Boumbete	Ondjo Yenge		Moto+marche à pied voiture
		Toktoyo	Aucun		
		Ouli	Guemini		
Tamouna guesse (tamouna chantier, bornou, tamouna wa)	Mboumbe Nasse (namosamza n, ngonguera, nasse, ngonrga)			Moto+pied	
09 au 10 décembre 2012		Bengue Tiko	Likaso, gbata, gbalongo, gari		Moto+pied+pirogue
05 au 09 décembre 2012	Kette	Gbiti	Mbutu, morongo, nangadora, mengo, mboumbe dewa	sololo	Moto+pied
		Boubara			
		ondjiki	Roma, Mboumbe Jacky		
		Kana	Kana chantier		
		Roma	Roma, bedobo		Pied
		Rigue	Rigbim, rigue chantier		Moto+pied
	Béké chantier		Rikoko	pied	

pied. Compte tenu des impératifs de temps, nous avons à chaque fois privilégié la visite de sites actifs. Au total, nous avons visité 32 sites artisanaux. Nous sommes bien conscients qu'il y a un certain nombre de sites non visités, ne serait-ce que dans la zone de Tamouna guese et de Mboumbe Nasse comme nous l'ont affirmé les autorités traditionnelles. Ces derniers se caractérisent pour la plupart par leur taille restreinte, à l'exception de ceux de Loma, Ondjo et Kana chantier (sensiblement un hectare chacun). Le travail s'effectue donc dans des zones marécageuses comme peut l'illustrer quelques photos.

Photo 1 : chantier Loma : quelques enfants présents sur le site

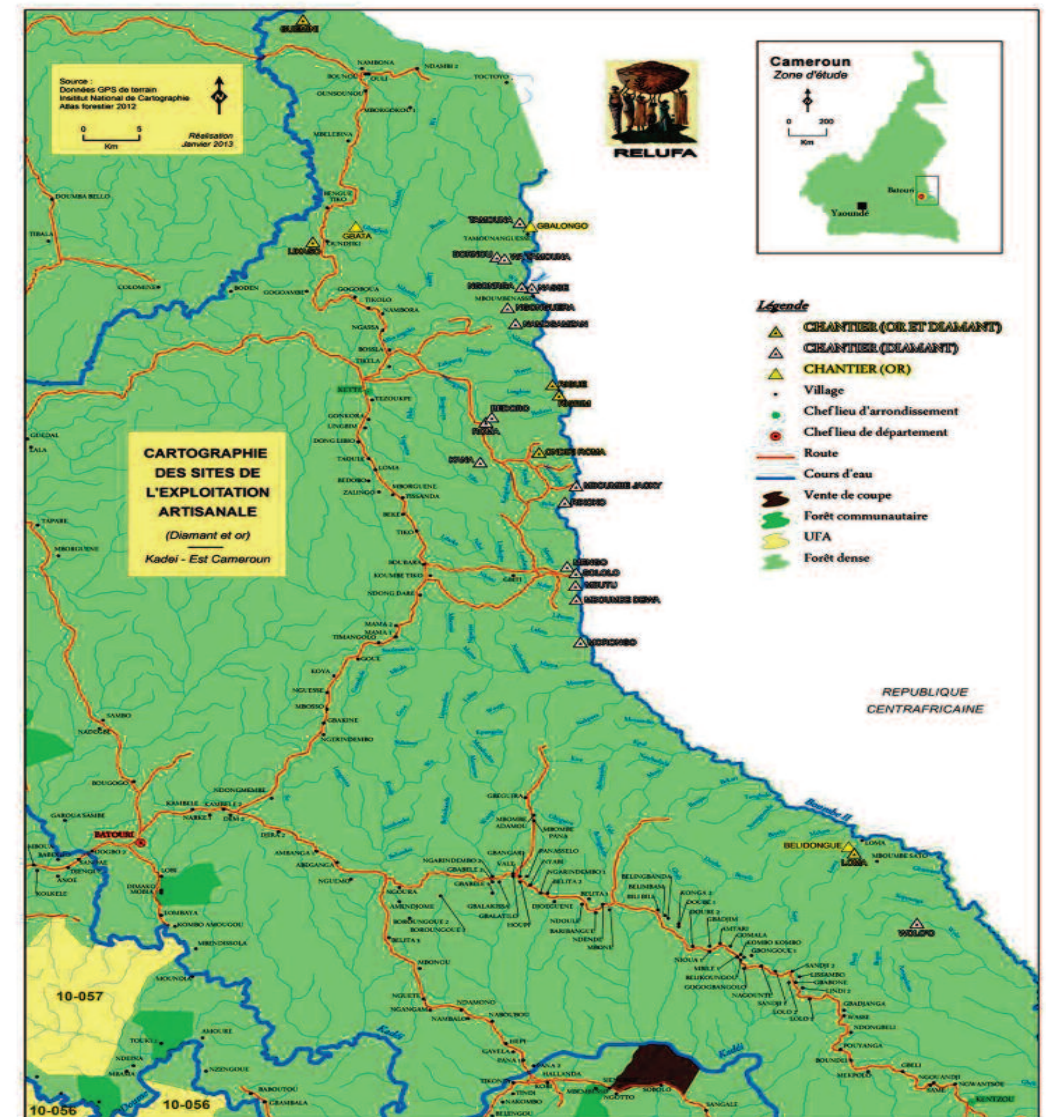




Photo 2 : chantier Loma : eau stagnante et trous non rebouchés

ii. Une pratique artisanale classique avec des impacts relatifs sur l'environnement et la santé, la sécurité et l'hygiène des travailleurs

Comme l'illustrent les photos ci-dessus, l'activité artisanale diamantifère a des impacts sur l'environnement. Les trous creusés par les mineurs ne sont presque jamais rebouchés. Ils le font exclusivement pour entamer un autre trou à proximité. Cette activité consiste parfois à détourner des cours d'eau de leurs lits pour pouvoir ensuite creuser dans les lits respectifs de ces cours d'eau.

Concrètement, quelles sont les étapes de l'activité d'orpaillage ou de diaminage¹⁴?

- Après avoir repéré traditionnellement des indices de présence du gravier ou après en avoir identifié le filon, il faut bien sûr commencer par déblayer le terrain, ôter l'ensemble de la verdure et des arbres qui empêchent d'accéder au sol ;
- Après intervient la phase de creusage ; le creusage se fait jusqu'à l'atteinte du gravier ; pendant le creusage, il faut veiller à conserver le trou sans eau; il s'agit donc d'enlever régulièrement de l'eau, soit au moyen d'une moto pompe, soit en mobilisant une bassine (exhaure) ;
- Une fois arrivé au niveau du gravier, il faut le sortir de terre ; pour cela, en fonction de la profondeur du trou et de sa superficie, l'on pourra recourir à de l'aide extérieure ; à ce niveau également, il faut veiller à extraire l'eau qui s'infiltré étant donné que nous nous situons essentiellement en zone marécageuse ;
- Après avoir sorti le gravier (couche terrestre qui contient le minerai généralement), il faut le laver à l'aide d'un matériel spécial, la table et le jig. C'est à la suite de ce lavage que le minerai peut être trouvé à l'état brut ; selon Ntep Gweth, « le lavage du gravier : il se fait avec une espèce de tamis appelé JIG. Le lavage consiste à faire partir du gravier et du sable et de rester avec un concentré qui peut contenir du diamant ».

¹⁴ Pour plus de précisions, se référer au travail de Didrot NGUEPJOULO et Eric Manyacka du CED, page 23 et ss. ou Ntep Gweth page déjà cités.



Photo 3 &4 : lavage du gravier

La pratique de l'artisanat minier dans le département se termine comme ailleurs par une période d'abandon quitte à ce que le site soit réinvesti quelques années plus tard. C'est le cas par exemple du site Rikoko (Béké chantier) désormais à l'abandon sur la photo ci-dessous. On peut constater que la nature reprend ses droits obligatoirement, mais avec des effets difficilement réversibles comme la difficulté de reproduction des espèces aquatiques. Signalons enfin les impacts sur le paysage, à jamais déformé.



Photo5 : site abandonné de Rikoko à Béké chantier réputé diamantifère

La fin d'un chantier s'explique de plusieurs manières :

- Soit simplement le minerai recherché a « tari » et les creuseurs se sont déplacés vers d'autres sites ;
- Soit il existe une explication magico-religieuse comme nous le détaillerons plus bas¹⁵ : en ce qui concerne le diamant, la recherche de diamant ne s'accommode pas de « disputes », sinon, le diamant disparaît déclare le chef de Mboumbe Sato.

Les travailleurs sont généralement atteints d'affections classiques telles que le paludisme et la hernie. Cependant, nous avons noté des difficultés sérieuses à avoir accès à de l'eau potable dans les villages reculés et surtout en brousse, sur les sites artisanaux. On peut donc imaginer qu'ils sont également sujets à des maladies hydriques. Surtout, les artisans consomment beaucoup d'alcool et de tabac ayant pour finalité de leur donner du courage et de l'énergie. De ce fait, on peut y adjoindre des maladies liées à la consommation de ces substances nocives pour la santé telles que cancer, pneumonie etc.

iii. Une relation de dépendance réciproque : artisans vs collecteurs

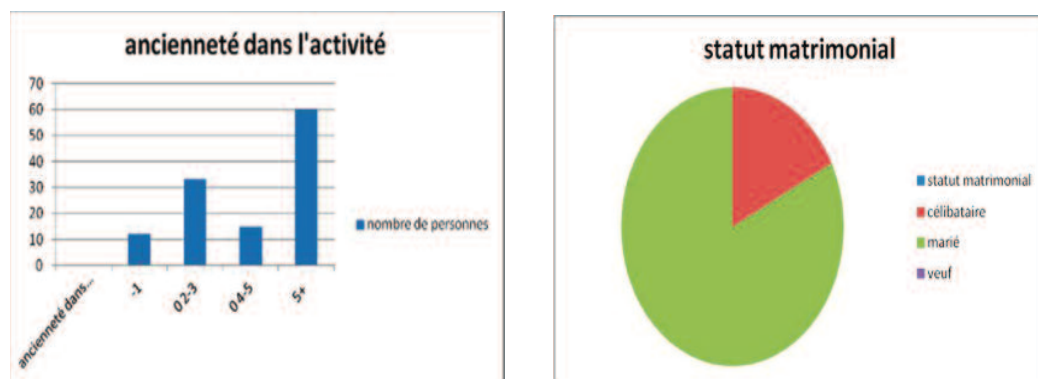
Nous avons interrogé 120 artisans mineurs dont 100 hommes et 20 vingt femmes¹⁶. Ces derniers ne disposaient pas de carte de prospecteur. Nous avons appris qu'un collecteur était en charge de la vente de ces cartes de prospecteur au tarif de 10 000 FCFA (5000 FCFA tarif officiel) dans le village de Gbiti. Ce qui nous semble anormal étant donné que cette prérogative échoit au Délégué départemental des mines. Les artisans sont donc pour la plupart en situation de clandestinité... tout comme les collecteurs qui ne bénéficient pas d'une reconnaissance légale.

Ceci inclut notamment certains chefs de villages qui se sont identifiés comme artisans bien que n'étant parfois plus actifs (par exemple chef de Gbiti). Ces 120 artisans représentaient environ le tiers du total des artisans rencontrés. Sur les 120 artisans interrogés, 5 étaient des chefs de chantiers. 15 artisans étaient originaires de RCA, le reste étant des autochtones Gbaya ou Kakoo. La présence des artisans centrafricains était régulière dans les chantiers mais jamais supérieure à celle des camerounais. Leur présence prouve encore la connexité des relations entre les populations vivant de part et d'autre de la frontière avec la RCA.

¹⁵ Cf. point I.b.4 : L'activité diamantifère artisanale : une symbolique socioculturelle.

¹⁶ Pour des informations sur les pistes de réforme du secteur artisanal minier au Cameroun, consulter BRGM, Audit de l'artisanat minier du Cameroun, 2011, p.36 et ss.

La moitié des artisans avaient entre 19 et 33 ans. Il s'agit donc d'une population jeune, d'autant plus que seuls 5 artisans avaient plus de 60 ans. Plus de 90% des artisans étaient mariés ; 50% d'entre eux avaient plus de cinq enfants à charge. Plus de 90% avaient un niveau d'étude inférieur ou égal au CEPE¹⁷. La mine est pour la totalité d'entre eux une activité saisonnière, soit environ 06 mois dans l'année durant la période sèche. 50% des artisans interrogés travaillaient dans la mine depuis plus de cinq ans, avec 40% ayant une activité comprise entre 2 à 5 ans. 75% des personnes interrogées avaient un revenu inférieur ou égal à 30 000 FCFA par mois. La quasi-totalité (90%) exerçait une activité agricole en sus de l'activité minière.



Tableaux 1&2 illustrant les commentaires sur le profil des artisans miniers interrogés.

La mine artisanale se caractérise par une organisation classique. A la tête de l'organisation se trouve le chef de village qui lui-même est quasi-certainement chef de chantier¹⁸, échelon suivant. Le chef de chantier est chargé de répartir les parcelles attribuées à l'exploitation. Il peut parfois jouer le rôle de formateur pour les débutants dans la mine. Il perçoit normalement un pourcentage des revenus tirés du chantier par les autres artisans. Ensuite, l'on distingue le chef de trou qui est simplement la personne chargée d'administrer un espace appelé trou. Il travaille très souvent en famille, accompagné de ses frères, de leurs femmes et enfants. Enfin, nous avons les simples creuseurs qui peuvent être employés par un chef de trou.

Dans la plupart des cas, l'activité minière artisanale a été apprise auprès des parents qui étaient des anciens creuseurs. Cette activité minière artisanale présente

¹⁷La sous-scolarisation peut apparaître à la fois comme cause et conséquence de la pauvreté ; cause car l'absence de scolarisation entraîne quelque peu la mauvaise gestion qui explique le maintien dans la pauvreté ; conséquence car l'état initial de pauvreté impose parfois le travail des enfants qui emmène la sous-scolarisation.

¹⁸Celui qui a trouvé la zone riche en minerais.

l'intérêt de donner du travail à ce public marginalisé en même temps qu'un espoir pour de meilleurs lendemains. Il s'agit donc d'une contribution au développement local par les emplois créés il est vrai dans le secteur informel.

Lorsque les enfants sont scolarisés au niveau secondaire, ils étudient à Kette où se trouve le principal établissement d'enseignement secondaire du coin. De manière générale, ils sont beaucoup plus mis à contribution pendant les périodes de vacances scolaires. Nous avons effectivement rencontré des enfants en pleine action sur certains des chantiers visités, mais il s'agit bel et bien d'un phénomène marginal car pas du tout récurrent.

Quant au rôle des femmes, elles pratiquent quasiment toutes les tâches effectuées par leurs conjoints avec un accent mis sur le lavage du gravier. Nous avons remarqué que la mère, en plus de prendre part aux travaux de la mine, doit encore s'occuper des enfants à bas âge à sa charge, ces derniers évoluant dans un environnement insalubre.



Photo 6 & 7 : enfants en pleine activité et mère allaitant sur le site de Loma

1. La relation de dépendance proprement dite

L'activité minière artisanale demande un faible investissement financier. Les artisans bénéficient parfois du support d'un sponsor lequel prend notamment en charge l'alimentation et l'achat du matériel. La plupart des artisans que nous avons

rencontrés déclarait ne pas avoir de sponsor¹⁹. Cependant, ils entretiennent des relations étroites avec des collecteurs, intermédiaires en charge de la commercialisation des produits miniers.

Les collecteurs et les sponsors/serveurs se confondent dans la plupart des cas. Ces derniers préfinancent ainsi l'activité des « Nagbata » (creuseurs) en leur fournissant du matériel (motopompe, pelle, etc.) et de la nourriture. En échange, ces derniers sont censés leur rapporter la totalité du fruit de leur travail. La relation est complexe. Les collecteurs ne notent pas l'ensemble des dépenses effectuées pour le compte d'un artisan. Ce dernier ne dispose pas de moyens d'évaluation de sa production aussi bien aurifère que diamantifère ; cette évaluation est effectuée par le collecteur, lequel retire du montant évalué l'ensemble des frais dépensés lors de la phase de creusage. En général, l'artisan ne reste pas avec grand-chose. D'où la tendance que ces derniers ont de se plaindre du caractère roublard de leur partenaire financier. Quand bien même il n'existerait aucune relation financière préalable, ce sont les collecteurs qui fixent les prix car disposant du matériel d'évaluation du minerai (essentiellement loupe et balance). Les artisans sont donc totalement dépendants des collecteurs pour la vente de leurs minerais. Ils peuvent toutefois décider de changer de partenaire lorsque le précédent se révèle roublard, ce qui est hélas le comportement classique de ces derniers.

2. Comment se fixe alors particulièrement le prix du diamant ?

Le prix du diamant se fixe en fonction de son poids, sa couleur, sa forme et surtout la capacité à négocier de chacune des parties²⁰. Comme cela a déjà été mentionné dans la littérature²¹, le prix du diamant est vraiment déconnecté de sa valeur réelle. L'une des caractéristiques des artisans est bel et bien leur faible capacité à négocier. Ils ne disposent pas d'instruments d'évaluation et apparaissent véritablement comme des sujets captifs, incapables de se débarrasser de la « nasse collectrice » qui les embrigade. Surtout que cette « nasse » est très proche, voire familière. En effet, les collecteurs sont pour la plupart des commerçants musulmans du coin qui effectuent cette activité en première ou en seconde ligne. Ils sont implantés dans la communauté depuis des décennies et peuvent donc réclamer le titre d'autochtones. D'ailleurs, il existe dans chaque village un « djaoro » entendez chef de village Gbaya ainsi qu'un « ardo » entendez chef de la communauté musulmane du village.

¹⁹Recoupement à l'occasion d'entretien semi-directifs.

²⁰Entretien avec Kamba Jean-Claude, conseiller municipal et collecteur.

²¹Jolien Schure et al. *Op.cit.* p.304, Steven Van Bockstael et al., *op.cit.*p.83

Conformément à l'observation du BRGM, nous estimons que le nombre d'artisans se consacrant exclusivement au diaminage est faible. Toutefois, comme nous le verrons plus loin, les points d'extraction de l'or constituent également des sources d'approvisionnement en diamant. Si l'on considère cet état de fait, il est possible d'inclure une bonne partie des orpailleurs comme des diamineurs passifs ou secondaires. La conséquence pour nous est toute simple : l'ensemble des artisans mineurs des trois communes visitées doivent être inclus dans le processus de traçabilité.

iv. L'activité diamantifère artisanale : une symbolique socioculturelle

Nous avons évoqué ci-dessus, une justification magico-religieuse à l'extinction ou au tarissement d'un chantier riche en diamant. Il s'agit bel et bien de rentrer dans l'imaginaire collectif de la contrée. Le diamant est régulièrement présenté comme un minerai mystique. Celui qui en trouve est simplement béni des dieux. D'ailleurs, pour assurer une récolte significative de diamants, il faudrait effectuer des sacrifices de plus en plus importants. Ainsi, l'on pourrait passer de l'égorgement du simple coq à celui de plusieurs moutons. En fait, la taille du sacrifice ne dépend que de la capacité contributive de l'investisseur. Les sacrifices sont effectués par le chef du village. Lorsque le sacrifice est effectué, l'on distribue la viande en priorité aux enfants, lesquels sont censés apporter de la chance²². Ces rites semblent avoir pour finalité de réduire l'incertitude qui a trait quant à la découverte ou non du minerai dans les trous effectués. Il faut dire que traditionnellement l'activité de détection de la présence du minerai se fait selon des repères ancestraux tels que la présence de certains types d'arbres à proximité d'un cours d'eau. Surtout, les artisans déclarent suivre le tracé du gravier à travers le marécage lorsqu'ils ont au préalable trouvé le filon, la source.

v. Relations avec l'Etat

Dans 75% des chantiers visités, les artisans mineurs ont déclaré ne pas connaître le CAPAM. Le CAPAM bras séculier du gouvernement en matière d'encadrement des artisans, est beaucoup plus connu dans l'arrondissement de Kette. A Kentzou et Ouli, il ne semble pas présent. De toutes les manières, y compris sur les sites où il était censé avoir de l'activité (Béké chantier par exemple), le CAPAM s'est révélé absent²³. Il semble que ce soit une situation passagère qui sera réglée.

²²Entretien avec le chef de village de Tamouna Guesse

²³Nous n'avons rencontré aucun agent du CAPAM durant notre visite de terrain.

dans les prochains jours²⁴. Les artisans lorsqu'ils identifiaient des difficultés dans leur travail faisaient référence à :

- L'accès au matériel (pêles, motopompes...)
- Les difficultés qu'ils rencontrent dans la négociation avec les collecteurs ;
- La difficulté qu'ils ont à trouver de la nourriture pendant la période d'intense activité (donc appui financier).

Ces difficultés sont jugées administrables par l'Etat, duquel ils attendent des solutions à ces problèmes. Signalons également la volonté de voir s'implanter certaines œuvres sociales dans le domaine de l'éducation ou de la santé, des routes.

A ce titre, nous avons vu les réalisations du CAPAM à Béké chantier, notamment l'école ainsi que le pont. Il faut dire que cela semble bien faible au regard des attentes des populations telle qu'exprimées par le maire de Kette. Par exemple, il nous a été rapporté que le CAPAM n'a reversé qu'épisodiquement la quote-part de la taxe ad valorem revenant à la commune de Kette.

II. Origine et mobilité du diamant en circulation dans le département de la Kadey

L'objectif de cette partie est de donner des éléments sur la production et la commercialisation du diamant au sein du département de la Kadey. Elle commence par un commentaire sur les points d'extraction suivi d'une analyse concernant les procédés et -les modes d'échange du minerai.

a. Une présence mixte du diamant et de l'or dans les zones d'extraction artisanale...

Les sites artisanaux visités dans les communes de Kentzou et de Ouli sont pour la plupart aurifères. Ce qui n'exclue pas des diamants trouvés de temps à autre de manière épisodique.

Cependant, dans ces zones, il existe des sites reconnus comme étant quasi-exclusivement diamantifères encore actifs. C'est le cas du chantier Wolo'o (dépen

²⁴ Malgré nos multiples tentatives, nous n'avons pas pu accéder à une interview du Coordonnateur du CAPAM.

dant du village Mboumbe Sato), la plupart des chantiers des villages Tamouna Guesse et Mboumbe Nasse auxquels nous avons accédé par Ouli, mais aussi Kana chantier, Ligue, Roma, Ondjiki Roma et Mboumbe Jacky. Ces sites sont bien connus des riverains parce qu'ils ont pour beaucoup travaillé pour la société SOMEGAD²⁵, laquelle disposait d'un permis de recherche mais qui a été utilisé comme permis d'exploitation. La SOMEGAD²⁶ est ainsi réputée pour avoir travaillé dans des sites diamantifères dont un certain nombre viennent d'être évoqués.



Photo8 : Chantier Wolo'o : artisan à la recherche du diamant

S'il est vrai que les techniques d'orpaillage et de diaminage sont légèrement différentes, la recherche de l'or permet épisodiquement de tomber sur du diamant. Pourquoi les artisans camerounais se concentrent-ils à chercher de l'or plutôt que du diamant? Plusieurs raisons peuvent être avancées. La première qu'ils avancent c'est le caractère aléatoire de la recherche du diamant : « tu peux creuser pendant des mois sans trouver une seule pierre » nous a rapporté un artisan, à la différence de l'or qui est régulièrement présent et dont la vente même à faible quantité (buchettes) permet déjà de couvrir certains besoins. Ensuite, le prix de l'or est sans doute approximativement connu de la plupart des artisans, avec un étalon accepté de tous. A la différence du diamant, dont le prix et l'accès sont fortement variables, malgré l'aspect magico-religieux mis en exergue plus haut.

²⁵ Société minière Gold and Diamond dont les activités ont pris fin en 2008, source : Gaston Omboli CEPEDIC, osc locale.

²⁶ Pour plus d'informations sur cette société, il faudrait pouvoir accéder aux archives de cette société ce que nous n'avons pas pu faire.

b. ... Bien qu'en partie en provenance de RCA particulièrement dans les zones frontalières visitées

Tous les leaders que nous avons rencontré (maires notamment) nous ont confirmé qu'une quantité relativement importante du diamant en circulation dans leur commune respective provenait de la RCA voisine. Ceci s'explique par la porosité des frontières. Il est vraiment facile de traverser la frontière comme nous l'avons fait et les contrôles sont vraiment peu rigoureux.



Photo 9 & 10 : de l'autre côté de la frontière, en RCA, avec le 2e adjoint au maire de Ouli à basé à Toktoyo

Surtout, de part et d'autre de la frontière il s'agit d'une communauté ayant été artificiellement séparée en deux. Les populations entretiennent ainsi des liens étroits dont certains familiaux. Les liens étroits sont manifestes. Par exemple, plusieurs agglomérations de RCA se ravitaillent en vivres provenant du Cameroun, au départ de Kentzou, Toktoyo et Gbiti.

Dans le même sens, plusieurs collecteurs camerounais disposent de chantiers en RCA qu'ils font suivre et approvisionner. Lorsque ces chantiers produisent des minerais, ces derniers sont systématiquement rapportés au Cameroun ceci au nez et à la barbe des brigades de contrôle centrafricaines. La question qui se pose est celle de savoir si « le diamant camerounais serait en fait un diamant centrafricain bis » ? Il s'est agi d'une petite querelle à laquelle se sont livrés collecteurs et artisans à travers nous. Les premiers ont insisté sur la provenance de l'essentiel du diamant de RCA ; les seconds arguaient plutôt que leur sous-sol était riche en diamant. Les premiers ont dénigré les représentants des artisans (chefs de village) en les qualifiant de menteurs et de sans parole. Les chefs de village ont qualifié les collecteurs d'es-

crocs et de personnes ayant peur de la concurrence²⁷. Au final, qui a raison ? La vérité se trouve parfois au milieu du guet : comme nous l'avons dit plus haut, il existe une

quantité importante (selon les témoignages des acteurs, collecteurs et autorités) de diamant en provenance de RCA ; toutefois la production camerounaise apparaît négligeable à cause du manque d'investissement financier du côté camerounais comparativement parfois à la période coloniale qui demeure encore dans les souvenirs des anciens. Le travail effectué par la SOMEGAD²⁸ à Kette et Ouli attestent de la véracité du discours des artisans tandis que les collecteurs ont pour chaîne de crédibilité leur expérience du terrain.

c. Les marchés du diamant de Toktoyo, Boubara et Gbiti

Il s'agit de lieux et moments d'échanges périodiques de vivres et autres matériels dans la contrée. Ces marchés se rejoignent sur le fait que derrière les échoppes, les collecteurs effectuent leurs transactions entre eux ou avec les artisans. A Gbiti par exemple, le marché qui se tient tous les mercredis voit une affluence importante en provenance de toutes les villes de l'Est et bien sûr, des agglomérations centrafricaines voisines. On y vend aussi bien des produits vivriers, que des vêtements et autres babioles, bétails, etc.

Si ces marchés sont des jours spéciaux pour l'échange de diamant (jeudi à Boubara et vendredi à Toktoyo), ces échanges se font à l'abri des regards indiscrets, dans les arrière-boutiques ou dans les maisons. Il est donc quasiment impossible de connaître l'ampleur des transactions à moins d'être introduit. En général les « Centro » (centrafricains) commencent par vendre leurs minerais puis utilisent l'argent gagné pour se ravitailler en vivres. Nous avons déjà évoqué les méthodes et outils d'évaluation du diamant, lesquels sont défavorables aux artisans.

Le plus grand de ces marchés est celui de Gbiti. Les produits échangés à Toktoyo et Boubara sont pour la plupart revendus à Gbiti. C'est donc la plaque tournante de la commercialisation du diamant dans la région. Ces opérations se font dans les arrière-boutiques comme déjà signalé. Rappelons que les collecteurs sont pour la plupart des commerçants disposant d'une connaissance du diamant et bénéficiant d'une capacité d'investissement conséquente. Certains sont établis dans la région depuis

²⁷ La quasi-totalité des personnes que nous avons rencontrées nous ont pris pour des « trafiquant » en devenant ou de futurs collecteurs et ce malgré notre démenti régulier. Les trafiquants sont des personnes fortunées qui s'investissent dans l'achat et la vente du diamant au noir.

²⁸ Source : entretien avec un responsable d'une OSC locale.

plus de vingt ans et sont parfois des étrangers. Nous avons ainsi discuté avec un mauritanien et un malien.

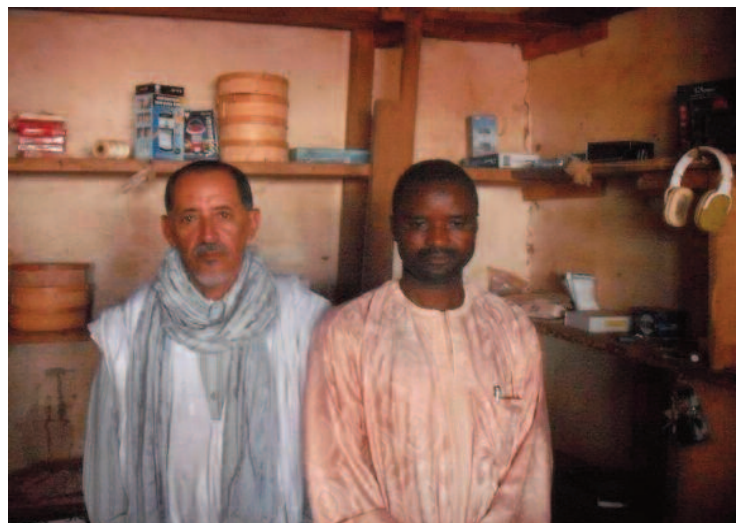


Photo 10 : deux collecteurs à Boubara

Pourquoi le diamant centrafricain sort-il par le Cameroun malgré les contrôles exercés et le suivi de la traçabilité en RCA ? Il semble d'abord que la connexité des populations constitue un premier argument. Ceci s'associe très bien avec la porosité des frontières déjà évoquée. Enfin, il doit sans doute avoir un élément de rentabilité même si ce dernier n'a pas pu être touché du doigt : il semble qu'en vendant au Cameroun au lieu d'emprunter les circuits formels, les creuseurs gagnent beaucoup plus : par exemple, ils ne sont pas obligés de traiter avec leur sponsor et comme cela gagnerait beaucoup plus d'argent dans la transaction.

d. Un point d'ombre : l'exportation du diamant du territoire camerounais ou de l'existence de « trafiquants »

Nous avons pu identifier d'où provenaient les diamants en circulation dans la Kadey. Il faudrait maintenant savoir quelles destinations sont prises par lesdits diamants après le marché de Gbiti, principal pool d'échange diamantifère.

En premier lieu, nous avons entendu parler de grands collecteurs dont nous avons pu rencontrer certains. Ils sont basés à Batouri, Gbiti, Boubara etc. Leur job est d'acheter en grande quantité des diamants. Ils reçoivent les collectes d'autres col-

lecteurs de moindre importance. Cependant, comment ces diamants sortent-ils du Cameroun ?

Nos interlocuteurs ont évoqué le terme de « trafiquant ». Il s'agit de personnes parfois de nationalité étrangère qui viennent se ravitailler auprès des grands collecteurs ou simplement au sein des zones d'échanges diamantifères déjà présentées. Ils achètent en grande quantité pour l'exportation. Ce sont des clandestins qui agissent en marge de la réglementation en vigueur car ne payant aucune taxe et n'ayant aucune autorisation d'exportation.

Nous n'avons pas pu le vérifier, mais il nous semble logique de voir l'implication des bureaux d'achat dans ce commerce. Le principal bureau d'achat²⁹ rencontré à Bertoua nous a fait part de son faible intérêt pour le diamant. Selon lui, la commercialisation de l'or serait plus profitable étant donné la fiabilité de l'approvisionnement au Cameroun et l'accessibilité des cours mondiaux de l'or via internet. Toujours est-il que tous les diamants produits ne peuvent pas circuler par une porte de sortie unique. Il semble qu'il existe des « trafiquants » basés à Yaoundé et Douala qui achètent régulièrement les minerais ainsi que probablement d'autres bureaux d'achat³⁰. Dans tous les cas, nos interlocuteurs nous ont opposé tantôt un mur de silence, tantôt une stratégie de déni de l'existence d'exportation par le Cameroun. Comment introduire la traçabilité lorsque l'on ne connaît pas les points de sortie anciens ? Nous osons émettre l'hypothèse selon laquelle l'administration en charge de la traçabilité du diamant pourrait détenir des informations plus précises à ce sujet et ne les divulguerait pas par mesure de précaution³¹.

e. Quels effets potentiels du conflit actuel en RCA au Cameroun ?

Le Processus de Kimberley impose à tout Etat membre d'effectuer le suivi de la production de diamants bruts de leur point d'extraction au point d'exportation à travers des mesures de contrôle introduites dans le cadre légal.

En novembre dernier s'est tenue la dernière réunion plénière du Processus de Kimberley à Washington. A l'issue de cette réunion plénière a été adoptée la Déclaration de Washington sur l'artisanat minier diamantifère, complétant la Déclaration de

²⁹ Bureau d'achat de M. Alhadji Djibo de Bertoua.

³⁰ La preuve en est que depuis l'annonce de possibles exportations par le biais du Processus de Kimberley un certain nombre de bureaux d'achat se sont déclarés auprès des autorités compétentes pour rentrer dans la légalité. Source : SNPPK

³¹ Nous avons eu un entretien avec le chef de service de l'exploitation minière artisanale ainsi que Secrétaire National Permanent du Processus de Kimberley.

Moscou de 2005. Cette Déclaration de Moscou incite notamment les Etats membres appartenant à la même sous-région, à une collaboration pour éviter la mobilité des diamants par-dessus des frontières. La récente insurrection armée en RCA est susceptible de renforcer une sortie des diamants centrafricains par le Cameroun étant donné la déstabilisation dans laquelle s'est retrouvé le gouvernement centrafricain. La question est probablement dans quelle proportion les diamants centrafricains vont-ils se retrouver au Cameroun ? Etant donné le fait acquis qu'une partie du diamant centrafricain passe la frontière avec le Cameroun pour se retrouver à l'international, comment évaluer les impacts de cette insurrection sur la mobilité du diamant dans le département de la Kadey ? Répondre à cette question nécessite une seconde étude que nous n'avons pas pu mener étant donné la postériorité du conflit centrafricain à notre descente sur le terrain.

III. - Conclusions et perspectives

En guise de conclusion, nous allons simplement aborder les principaux problèmes identifiés plus haut pour en dégager des perspectives à défaut de solutions.

a. Du caractère informel de l'activité minière artisanale

Les artisans mineurs dans leur globalité travaillent de manière clandestine. Ils ne possèdent pas de carte de prospecteur comme le prévoit la loi. Nombre d'entre eux n'ont même pas connaissance de cette disposition légale. Egalement les collecteurs qui constituent des intermédiaires, ne sont même pas reconnus par la loi. Toute démarche de traçabilité impose que l'ensemble des intervenants à la chaîne de valeur du diamant, bénéficient d'une existence légale. L'immatriculation des intervenants, artisans et collecteurs, posent des problèmes spécifiques³².

Dans un premier temps, il doit être démontré aux artisans les bénéfices à court et à long terme de détenir une carte de prospecteur. Cela passe probablement par une campagne de sensibilisation démontrant la plus-value d'une adhésion au processus légal.

Quant à la formalisation de l'intermédiaire collecteur, cette dernière devrait poser moins de problèmes. La question qui se pose est celle de savoir si ces derniers doivent être considérés comme de simples commerçants donc sans coût d'accès prohibitif ou plutôt comme des entrepreneurs.

La seconde question qui est en lien avec la formalisation de la chaîne de valeur est la lutte contre la pauvreté dans l'artisanat minier.

Formaliser l'activité des collecteurs présente un intérêt certain qui est celui de la transparence dans la chaîne de valeur. Cela pourrait notamment permettre de dégager les marges des différents intervenants à chaque étape du processus. Toutefois, cela reviendrait à légaliser l'exploitation des artisans, producteurs primaires.

L'idéal serait d'introduire des éléments de transparence (connaissance des cours internationaux des substances minérales échangées) dans la fixation des prix, particu-

³² Pour un développement complet, cf. rapport d'audit de l'artisanat minier du BRGM cité plus haut.

lièrement en ce qui concerne le diamant.

Egalement, après observation, il nous semble utile de donner les moyens de leur indépendance aux artisans mineurs, en leur octroyant un capital de départ (prêt) qu'ils seraient capables de gérer de manière autonome sans plus avoir recours aux collecteurs. Nous pensons classiquement à un mécanisme de microcrédit qui s'assurerait uniquement de l'aspect financier, le CAPAM restant en charge de l'encadrement technique. Ce microcrédit pourrait être couplé à une assistance sociale notamment pour faire face aux problèmes de consommation d'alcool et de tabac, et surtout de sous-scolarisation et de mauvaise gestion des revenus. Ici, il s'agit ni plus ni moins à offrir une alternative aux collecteurs.

Surtout, les artisans sont en grande partie aussi des agriculteurs. Il serait intéressant de mettre en place un programme de souveraineté alimentaire qui leur permette de produire sur 06 mois la nourriture dont ils auront besoin sur un an.

b. Une chaîne de mobilité du diamant encore opaque

Comme nous l'avons identifié plus haut, la porosité des frontières associée à la connexité des populations constituent de véritables freins à la traçabilité du diamant dans la zone frontalière avec la RCA. A ce niveau, il s'agit d'aller à l'encontre des us et habitus locaux. Cela semble vraiment difficile. La première étape, effectuée par le SNPPK consiste à aligner le taux d'imposition camerounais sur celui centrafricain (respectivement de 12,5% et 12%). Cette mesure a pour finalité de réduire l'intérêt à la mobilité du diamant entre les frontières.

La deuxième étape qui sera également mise en place si l'on se fie au nouvel organigramme du Ministère, est l'installation de « brigades de contrôle » camerounaises. Il nous semble qu'une bonne coopération entre les deux services de contrôle de part et d'autres de la frontière peut permettre de réduire drastiquement les importations illégales de diamants centrafricains au Cameroun.

En ce qui concerne la mobilité du diamant proprement dite, nous n'avons pas réussi à rentrer en contact avec des anciens exportateurs de diamants. Ce qu'il faudrait faire, et le PK nous sera utile dans ce sens, c'est d'étudier de manière systématique (tous les 06 mois) par exemple les pays de destination des diamants provenant du Cameroun.

Nous croyons toutefois que l'opacité qui règne actuellement ne pourra s'achever qu'avec une collaboration des forces de l'ordre. Ces dernières sont d'ailleurs représentées au sein du comité de pilotage du PK.

c. De l'intérêt de rapprocher les bureaux d'achat des artisans vs légaliser l'activité de collecteurs : quid des intermédiaires ?

A la fin de notre séjour dans le département, nous sommes arrivés à la conclusion que les intermédiaires, en ce qui concerne la commercialisation du diamant, s'accaparent localement de la grande partie des revenus tirés de l'activité diamantifère. Cet état de fait, entre autres³³, maintient les artisans dans une situation de pauvreté.

Cette situation, nous a fait penser qu'il serait plus judicieux de rapprocher les bureaux d'achat des points d'extraction artisanale de diamants. Cela suppose que ces derniers sont au fait des prix pratiqués à l'international. Cela permettrait aussi aux artisans qui souhaitent très souvent jouir rapidement du fruit de leur labeur, de ne pas se faire arnaquer malgré tout. Ici, nous plaçons notre confiance en un acteur jugé indépendant car ne s'impliquant pas dans la relation complexe artisans vs collecteurs. Ces derniers présentent l'intérêt de pratiquer des prix qui peuvent être alignés sur les cours internationaux. Cela suppose que les artisans soient véritablement indépendants d'où le recours au dispositif microcrédit+assistance sociale.

Néanmoins, nous adhérons totalement à la logique pronée par Van Bockstael & Vlaesenroot³⁴ : « that is why we are suggesting a bottom up approach rather than top-down intervention. First and foremost, we must understand the logic oh why diamonds are mined and traded like they are right now, and translate the knowledge into practice by formalizing the existing structures first, and then rationalizing them bit by bit, and making them more equitable by tackling unequal terms of trade, instead of unintentionally damaging the important social aspects of such seemingly exploitative relationships. »

En d'autres termes, pour nous, il ne s'agit pas de tenter de supprimer, du revers de la main, une activité sociale qui existe depuis plusieurs années (collecteurs) et qui contribuent sans doute à l'équilibre social au sein des communautés. Néanmoins, nous ne saurons laisser la situation en l'état, d'où notre proposition présentée ci-dessus.

³³ Signalons aussi le fait que régulièrement les artisans bénéficient de sommes importantes qu'ils dilapident dans l'achat d'alcool, de motos au lieu d'investir par exemple dans un logement de bonne facture. Ces problèmes relèvent de l'assistance sociale évoquée plus haut.

³⁴ « From conflicts to development diamonds : the Kimberley Process, and Africa's artisanal diamond mines », *Studia Diplomatica* vol. LXII, 2009 N°2, pp16-17

ANNEXES

Guide d'entretien - artisans

Nom du site :

Localisation :

Responsable du site :

Année de début du chantier :

aA UáPa AaA Uy-UAAC a ^				
R gion d'origine^	a. EST^	b. SUD^	c. Autres(^ pr ciser)^	d. RCA^
Age(en^ann e)^	a. 18^	b. 19^~33^	c. 34^~60^	d.^+60
Statut^matrimonial^	a.^CELIBATAIRE^	b.^MARIE^	c.^VEUF^	d.^
Personnes^ ^charge^	a.^AUCUNE^	b.^2^	c.^2^~5^	d.^+5^
Niveau d' tude^	a. C.E.P.E^	b. B.E.P.C^	c. PROBATOIRE^	d. BAC^ et^ +^
Nombre^ de^ mois^ d'activit ^	a. 3^	b. 3^~6^	c.^7^~10^	d.^+10^
Autres^activit s^	a. Eleve^	b. Employe^	c.^Auto^~Employe^	d.^Fonctionnaire^

1. Activités artisanales

- a. Comment avez-vous appris l'activité diamantifère ? (familiale, apprentis sage sur le terrain, emploi, etc.)
- b. Qu'est-ce qui vous motive à ce travail ?
- c. Comment travaillez-vous (en famille, seul, coopérative...)
- d. Quelles sont les difficultés rencontrées

2. Aspect social, économique, environnemental

- a. Accidents de travail
- b. Trous rebouchés
- c. Problèmes de santé (cholera, paludisme, VIH-SIDA, etc.)
- d. Avez-vous un sponsor ? si oui depuis combien de temps ?
- e. Lui vendez-vous exclusivement vos pierres ?
- f. Est-il le seul à votre disposition ou en existe-t-il d'autres ?
- g. Des jeunes travaillent-ils dans les chantiers ? De quelle tranche d'âge sont-ils ?

h. Sont-ils productifs ? Et quelles difficultés ils rencontrent dans leur acti vité?

i. Quel est le rôle des femmes dans le chantier ?

j. Avez-vous une idée du taux de scolarisation dans cette localité ?

3. Volet institutionnel (relations avec les autorités administratives et traditionnelles)

a. Attentes envers l'Etat

b. Relations avec les représentants du MINMIDT et du CAPAM

c. Relations avec les autorités locales

Guide d'entretien - collecteurs

Nom du site :

Localisation :

Responsable du site :

modalités d'accès (véhicule+temps de trajet)
coordonnées GPS :

Année de début du chantier :

aA UáPa AaA Uy-UAAC a ^^				
Région d'origine	e. EST	f. SUD	g. Autres (à préciser)	h. RCA
Age (en année)	e. 18	f.19 – 33	g. 34 – 60	h. + 60
Statut matrimonial	e. CELIBATAIRE	f. MARIE	g. VEUF	h.
Personnes à charge	e. AUCUNE	f. 2	g. 2 – 5	h. +5
Niveau d'étude	e.C.E.P.E	f.B.E.P.C	g. PROBATOIR E	h. BAC et +
Nombre de mois d'activité	e. 3	i. 3 – 6	g. 7 – 10	h. +10
Ancienneté dans l'activité (en année)	e. 1	f. 2-3	g. 4 - 5	h. +5
Revenus mensuels tirés de l'activité (en millier)	e. 0 – 30	f.31 - 100	g. 101 – 250	h. +250
Autres activités	g. Eleve	f. Employe	g. AUTO – EMPLOYE	h. Fonctionnaire

1. Activités artisanales

- Comment êtes-vous devenu collecteur ?
- Quelles sont vos motivations à exercer en tant que collecteur ?
- Comment travaillez-vous (en famille, seul, coopérative, réseau...)
- Quelle est votre capacité de stockage en diamants ? comment l'évaluez-vous ?
- Quels sont vos débouchés ?

2. Aspect social, économique, environnemental

- Avez-vous des chantiers ? si oui depuis combien de temps ?
- Recevez-vous toutes les pierres produites par les creuseurs ?
- Pourquoi ?
- Comment est fixé le prix du diamant ?
- Vous arrive-t-il d'investir à perte ?
- Que pensez-vous du travail des enfants dans les mines ?

3. Volet institutionnel (relations avec les autorités administratives et traditionnelles)

- Relations avec les représentants du MINMIDT et du CAPAM
- Relations avec les autorités locales
- Avez-vous entendu parler du Processus de Kimberley ? Si oui à quelle occasion ?
- Attentes envers l'État

Guide d'entretien - bureaux d'achat

Localisation :

Nom et Prénom de l'enquêté				
Royaume - aay yAU	" EST^	U' S G^	U' CaUA(a^aa UyA)^	" RC ^
U(UA^ AA U^	" 18^	U' 19^-33^	U' 34^-60^	" +60^
Sa aCaA aayAaAy y^	" CELIB T IRE^	U' M RIE^	U' TE F^	" ^
PUaAALU^ a^ Uh a U (U ayyACU^ a^ a^ aa^ U y^ aaaaaAyaAU)^	" C E^	U' 2^	U' 2^-5^	" +5^
yCU C^ - aC U	" C E P E^	U' B E P C^	U' PROB TOIRE^	" B C U a +^
aAUU U AayA - UyCya ^	" 3^	U' 3^-6^	U' 7^-10^	" +10^
ALJUALh^ AA y UyCya (UA^ AA U^	" 1^	U' 2^-3^	U' 4^-5^	" +5^
RUCACA AUACUyA aa A^ U y UyCya ^ (UA^ yyyUa)^	" 0^-30^	U' 31^-100^	U' 101^-250^	" +250^
CaUA UyCya A^	" ELETE^	U' EMPLOYE^	U' TO^ - EMPLOYE^	" faALyaAA yaU

1. Activités

- Comment êtes-vous devenu commerçant de minerais ?
- Quels sont vos motivations à exercer cette activité ?
- Quelle est votre méthode de travail (en famille, seul, coopérative, réseau de collecteurs...)?
- Quels sont vos outils de travail ?
- Comment vous approvisionnez-vous en diamants (lieu et période)?
- Comment est composée votre clientèle ?
- Quelles sont les difficultés par vous rencontrées dans le commerce du diamant (Administratif, faible production, comportement des collecteurs, autres)?

2. Aspect social, économique, environnemental

- Quelles observations faites-vous de la tendance de la production en qualité et en quantité ?
- Disposez-vous personnellement de chantiers ? si oui depuis combien de temps ?
- Les creuseurs vous vendent-ils exclusivement leurs pierres ?
- Quels liens entretenez-vous avec les creuseurs ?
- Comment le prix de la pierre est-il fixé ?
- Quelle évaluation faites-vous de vos revenus par mois ? (FACULTATIF)
- Que pensez-vous du travail des enfants dans les mines ?

3. Volet institutionnel (relations avec les autorités administratives et traditionnelles)

- Quel est l'état des relations avec les représentants du MINMIDT et du CAPAM ?
- Quel est l'état des relations avec les représentants du MINDCAF ?
- Quel est l'état des relations avec les autorités locales (Sous-préfet, maire, chef traditionnel) ?
- Quelles sont vos attentes envers l'État et le SCPK ?

Liste de personnes rencontrées

	Nom du leader	Fonction
Kette	Gbanga Emmanuel	Maire commune de Kette
	Mbele Maurice	Chef de village RIGUE
	Bouba Sidiki	Chef de village LOMA
	Ley Victor	Chef de chantier Kana
	Ngbangui Remi	Chef de village Gbiti
	Djoule Daniel	Prince du village Beke chantier
	Ndambele Paul	Chef de village Ondjiiki
	Cheou Camara	Collecteur Boubara
	Ndanga Yoruba	Chef de canton Boubara
	Idriss Mohammed	Collecteur
	Chalil Mohammed	Collecteur
Ouli	Kamba Jean-Claude	Conseiller municipal
	Boukar Bondo	Sous-Prefet
	Madi Boukar	2 ^e adj. Maire Ouli
	Ndoke Nicolas	Maire de Ouli
		Chef de village Tamouna Guesse
		Chef de village Mboumbe Nasse
Kentzou	Dobil Bakari	Chef supérieur Bengue Tiko
	Ndoa Faustin	Chef de 3 ^e degr Kentzou
	Moumini Mohaman	Maitre coranique
	Lime Pierre	Notable
	Ndjomo Denis	Notable
	Issa Bouba	Adjoint au maire
	Behina D sir	Conseiller Municipal
Sanga Thomas	Conseiller Municipal	
Kentzou	Belekou Louis Aim	Maire de Kentzou
		Sous-prefet de Kentzou
Batouri	Besso Dawa	D 1 gu d partemental MINEPDED
	Golike Bathelemy	D 1 gu d partemental MINMIDT